

Délibération du Conseil d'administration de l'université Le Havre Normandie

*Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Le Havre Normandie ;
Vu le règlement intérieur de l'Université Le Havre Normandie
Vu l'avis favorable de la CORIE en date du 30 mars 2026*

Délibération n°2990/2026/ST Domaine : Statuts et conventions

Le Conseil d'administration de l'université Le Havre Normandie réuni en formation plénière le 07/05/2026 délibère sur :

Article 1:

Le conseil d'Administration est réuni afin de se prononcer sur la mise en place des partenariats internationaux suivants :

- **Un accord-cadre de coopération avec Kyonggi University, République de Corée, ayant reçu un avis favorable en CORIE du 30 mars 2025;**
- **Un accord-cadre de coopération avec Korea Maritime and Ocean University, République de Corée, ayant reçu un avis favorable en CORIE du 30 mars 2025;**

Article 2:

Le Conseil d'administration approuve les conventions susmentionnées.

Article 3:

Les conventions sont annexées à la présente délibération.

Le Président de l'Université Le Havre Normandie

Pedro LAGES DOS SANTOS

Adoption à l'unanimité



UNIVERSITÉ
LE HAVRE
NORMANDIE

Le Président de l'Université
Le Havre Normandie

Pedro LAGES DOS SANTOS



ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION

Entre

UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE (ci-après « ULHN »),
ayant son siège au 25 rue Philippe Lebon BP 1123, 76063, Le Havre, FRANCE ;
représentée par Professeur Pedro LAGES DOS SANTOS, en sa qualité de Président,

Et

UNIVERSITÉ KYONGGI (ci-après « KGU »),
ayant son siège au 154-42 Gwanggyosan-Ro, Yeongtong-Gu, Suwon-Si, Gyeonggi-Do, SOUTH KOREA;
représentée par Professeur Younkou LEE en qualité de Président,

Ci-après dénommées individuellement « **Partie** », et conjointement « **Parties** ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la coopération

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les modalités de coopération entre l'ULHN et KGU.

Le présent accord-cadre concerne tous les domaines disciplinaires communs aux Parties.

Des conventions d'application du présent accord cadre préciseront les actions de coopération et les modalités pratiques de leur mise en œuvre, tant pour ce qui concerne les programmes de formation que pour les actions en faveur de la mobilité ou encore pour les priorités de recherche.

Ces conventions prendront également en compte les questions administratives et financières, les procédures de suivi et d'évaluation.

Article 2 : Modalités de coopération

Les deux établissements conviennent de développer des collaborations notamment dans le cadre de la formation et de la recherche.

Le présent accord-cadre définit le cadre général des relations entre les Parties et les actions qui pourront être menées conjointement entre celles-ci.

Chacune de ces actions respectera les modalités précisées dans l'article 1. Par conséquent les Parties concluront autant de conventions spécifiques, désignées ci-après « Convention d'application », que nécessaire pour couvrir les actions visées.

Ces actions concernent notamment :

- les mobilités de personnels, d'étudiants et de doctorants ;
- les missions d'enseignement ;
- la mise en place de formations conjointes et doubles diplômes ;
- les cotutelles ou codirections de thèses ;
- l'organisation de manifestations scientifiques ;
- les projets de recherche conjoints, notamment dans le cadre d'appels à projets ;
- les publications communes ;
- toute autre action que les Parties décideront d'un commun accord d'entreprendre.

Les Parties conviennent de négocier de bonne foi les termes de tout accord ultérieur régissant les modalités de leur collaboration dans les domaines définis ci-dessus.

Article 3 : Mise en œuvre

Chaque Partie maintient un contact régulier avec l'autre et les services et composantes des établissements concernés sont chargés de la mise en œuvre de la coopération fondée sur cette convention cadre.

Conformément aux articles 1 et 2, les projets de collaboration ou actions communes seront couverts par une Convention d'application rédigée conjointement et signée par les représentants légaux des deux établissements.

La Convention d'application précise les modalités de mise en œuvre de l'action (y compris les objectifs visés, le budget et le service responsable) ainsi que le nom de la ou les personnes désignées, parmi ses personnels, pour coordonner l'activité mise en place.

Les actions peuvent être sujettes à changement selon la disponibilité des financements et l'approbation des représentants autorisés de chaque établissement.

Article 4 : Financement

En cas de nécessité, les Parties s'engagent à rechercher les moyens financiers nécessaires à l'application de cette convention.

Les Parties s'engagent également à solliciter chaque fois que cela sera possible, l'aide et l'assistance logistique des organisations concernées notamment en matière de coopération et d'aide à la réalisation de programmes communs de développement.

Les Parties fournissent un accompagnement et/ou des lettres d'invitation ou d'affiliation pour faciliter la demande de visa des chercheurs participant au programme.

Les Parties s'assurent que les personnels dont elles ont la responsabilité ont une assurance adéquate applicable dans le pays d'accueil pour la durée du séjour.

Article 5 : Propriété intellectuelle

Les établissements et/ou laboratoires restent seuls propriétaires des connaissances et résultats qu'ils détenaient avant la mise en place de la collaboration ou qu'ils auraient développés seuls.

Dans le cas où un projet spécifique, donnant lieu à de la propriété intellectuelle susceptible d'être protégée et/ou exploitée, la copropriété des travaux effectués en commun sera définie dans une convention spécifique à chaque projet.

Article 6 : Confidentialité

Chaque Partie s'engage à ne pas publier, ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public.

Les Parties s'engagent à n'utiliser la documentation et les informations qui leur seront communiquées par l'autre Partie, sauf autorisation expresse, que pour les besoins de la collaboration objet de la présente convention.

Article 7 : Protection des données (RGPD)

Chacune des Parties s'engage à respecter les obligations relatives au traitement des données personnelles conformément à la réglementation applicable dans son pays d'origine. Chacune des Parties est responsable des traitements de données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la convention. À ce titre, elle détermine les finalités et les moyens du traitement.

Les traitements de données personnelles effectués sur la base de la présente convention ont pour finalité de permettre les projets de mobilité/coopération entre les parties. Les conventions spécifiques à chaque projet de coopération prévoient la liste des données personnelles collectées et échangées entre les Parties.

Dans un souci de protection des données des étudiants, chaque Partie s'engage à ne traiter que les données strictement nécessaires aux finalités fixées par ladite convention. Ces données seront traitées de façon licite, loyale et transparente par chaque Partie.

Chaque Partie s'engage à garantir la confidentialité des données traitées et à ne pas les transférer à des tiers (ou à des pays tiers), à moins d'avoir obtenu le consentement libre, éclairé, spécifique et univoque des étudiants et à apporter la preuve de ce consentement.

Il appartient à chacun d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement menées dans le cadre de la présente convention.

Chacun s'engage également à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la bonne sécurité des données transmises en vue d'éviter leur perte, altération, destruction ou pour prévenir un non accès à l'information ou encore un accès illégitime. L'objectif de ces mesures est d'éloigner tout traitement indésirable des données à caractère personnel. Ceci implique que chaque Partie veille, en responsabilité, à

ce que seuls les destinataires concernés par le traitement, la collecte, la manipulation, le stockage ou la destruction des données demeurent des agents habilités à le faire.

Concernant le cycle de vie des données, les données collectées seront conservées par les Parties le temps nécessaire à l'exécution des missions et à l'atteinte des finalités, augmenté du délai des voies de recours appliqué dans chaque pays. En l'espèce, pour cette convention, les données sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour répondre aux obligations légales de la France et de Corée du Sud. À échéance du délai légal, les données seront détruites.

En cas de violation de données, les Parties s'engagent à saisir l'autorité de contrôle compétente de leur pays et à informer les étudiants concernés (sauf dispositions contraires). L'établissement partenaire sera informé de l'éventuelle violation de données dans les plus brefs délais, au plus tard deux semaines après avoir eu connaissance de l'incident.

À ULHN, en cas de violation de données, le délégué à la protection des données (*Data protection officer* - DPO) pourra être saisi à l'adresse dpo@univ-lehavre.fr.

À KGU, le référent sur la protection des données pourra être saisi à l'adresse kimsh3@kgu.ac.kr.

Chaque traitement de données à caractère personnel impliquant un transfert doit être encadré par la signature de clauses contractuelles types entre les Parties sur le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers en vertu du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil issues de la décision d'exécution (UE) 2021/914 de la Commission du 4 juin 2021

Les transferts de données à caractère personnel doivent être effectués à partir d'un serveur de dépôt sécurisé de type *Renater File Sender*. Le recours au chiffrement des données à caractère personnel est impératif dans le cadre d'un transfert de données sensibles au sens de l'article 9 du RGPD.

Article 8 : Communication

Les Parties s'accordent pour valoriser les résultats de la coopération dans des actions de communication diverses.

L'utilisation de marques enregistrées et/ou de dénominations qui représentent une des Parties est interdite sans le consentement du propriétaire.

Chacune des Parties pourra faire mention dans sa communication ayant trait au présent partenariat du nom de l'autre Partie et pourra utiliser avec l'accord de l'autre le logo de l'établissement.

Article 9 : Durée

La présente convention prend effet à la date de la dernière signature des Parties contractantes. Elle est conclue pour une durée de **quatre (4)** ans, sauf dénonciation par l'une des Parties avec un préavis de six mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette convention est renouvelable par reconduction explicite.

Article 10 : Avenants

Des avenants à la convention peuvent être envisagés afin de modifier certaines clauses sans toutefois modifier substantiellement son contenu.

Ces avenants doivent être acceptés expressément par les Parties et transmis par écrit. L'autre Partie doit en accuser la lecture. Le rejet implicite de la demande sera retenu si aucun retour n'a été formulé dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception d'un accusé de lecture.

Article 11 : Cas de force majeure

Aucune des Parties n'est responsable d'un manquement ou d'un retard dans l'exécution de la présente convention pour des raisons échappant à son contrôle raisonnable, y compris, notamment, les conflits du travail, les grèves, les confinements, les pénuries ou l'impossibilité d'obtenir de la main-d'œuvre, de l'énergie, des matières premières ou des fournitures, la guerre, les émeutes, les actes de terrorisme, les guerres civiles, les catastrophes naturelles (y compris, notamment, les incendies, les inondations, les tremblements de terre ou autres catastrophes naturelles) ou les mesures gouvernementales (y compris, notamment, les lois, les règlements, les décrets ou le refus d'accorder des visas ou des permis de séjour).

Si l'une des Parties souhaite invoquer la force majeure, elle doit, dans les dix (10) jours ouvrés suivant la date à laquelle elle a eu connaissance de la survenance de l'événement de force majeure, en informer l'autre Partie par écrit. Si un cas de force majeure empêche l'une des Parties de s'acquitter de ses obligations pendant une période de trente (30) jours, l'une des Parties a le droit de résilier la convention moyennant une notification écrite à l'autre Partie.

Les stipulations du présent paragraphe ne s'appliquent pas au paiement des redevances ou à tout autre paiement dû par l'une ou l'autre Partie.

Article 12 : Règlement des différends

Les Parties règlent toute difficulté d'interprétation de la convention selon les lois et règlements en vigueur. En cas de difficulté dans l'interprétation des dispositions de la présente convention ou de désaccord sur l'application partielle ou totale de celle-ci, les Parties recherchent une solution amiable. Après épuisement des voies de recours pour s'entendre d'une solution amiable, la résolution d'un éventuel litige relève de l'instance juridique compétente du pays où la formation se déroule.

Pour tout diplôme national de Corée du Sud, la juridiction sud-coréenne est compétente et la loi sud-coréenne est applicable. Tout litige lié à la propriété intellectuelle est soumis, pour

règlement définitif, à arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Article 13 : Rédaction de la convention

Les Parties déclarent leur commun accord sur les dispositions de cette convention. Cet accord est rédigé en français et en anglais.

Chaque version faisant foi. Il est signé en **quatre (4)** exemplaires originaux, **deux (2)** pour chaque Partie, et prend effet à partir de la date de la dernière signature.

Signé pour et au nom de UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE par son représentant légal :	Signé pour et au nom de UNIVERSITÉ KYONGGI par son représentant légal :
Professeur Pedro LAGES DOS SANTOS Président	Professeur Younkou LEE Président
Fait au Havre	Fait à Suwon
Date :	Date :



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

Between

UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE (hereinafter “ULHN”),

having its registered office at 25 rue Philippe Lebon BP 1123, 76063, Le Havre, FRANCE;
represented by Mr/Professor Pedro LAGES DOS SANTOS, in his capacity as President,

And

KYONGGI UNIVERSITY (hereinafter “KGU”),

having its registered office at 154-42 Gwanggyosan-Ro, Yeongtong-Gu, Suwon-Si, Gyeonggi-Do, SOUTH KOREA;
represented by Mr/Professor YOUNKOU LEE, in his capacity as President,

Hereinafter referred to individually as a “**Party**,” and collectively as the “**Parties**.”

It is hereby agreed as follows:

Article 1: Purpose of the Cooperation

The purpose of this Memorandum of Understanding (MoU) is to define the terms of cooperation between ULHN and KGU.

This MoU applies to all academic disciplines shared by the Parties.

Specific implementation agreements under this MoU will detail the cooperation activities and the practical arrangements for their execution, including training programmes, mobility initiatives, and research priorities.

These agreements will also address administrative and financial matters, as well as the procedures for monitoring and evaluation.

Article 2: Terms of Cooperation

The two institutions agree to develop collaborations, particularly in the areas of training and research.

This MoU defines the general framework for the relationship between the Parties and the joint activities that may be carried out between them.

Each of these activities shall comply with the terms set out in Article 1. Therefore, the Parties will conclude as many specific agreements, hereinafter referred to as “Implementation Agreements,” as necessary to cover the activities envisaged.

These activities include, but are not limited to:

- mobility of staff, students, and doctoral candidates;
- teaching staff assignments;
- establishment of joint training programmes and double degrees;
- joint supervision or co-supervision of theses;
- organisation of scientific events;
- joint research projects, particularly in response to calls for projects;
- joint publications;
- any other activity that the Parties may mutually agree to undertake.

The Parties agree to negotiate in good faith the terms of any subsequent agreement governing the modalities of their collaboration in the areas defined above.

Article 3: Implementation

Each Party shall maintain regular contact with the other, and the relevant services and components of the institutions involved shall be responsible for the implementation of the cooperation established under this MoU.

In accordance with Articles 1 and 2, collaborative projects or joint activities will be covered by a Implementation Agreement, jointly drafted and signed by the legal representatives of both institutions.

The Implementation Agreement shall specify the terms of the activity's implementation (including the objectives, budget, and responsible service) as well as the name(s) of the designated personnel responsible for coordinating the activity.

The activities may be subject to change depending on the availability of funding and the approval of the authorised representatives of each institution.

Article 4: Funding

In the event of necessity, the Parties commit to seeking the financial resources required for the implementation of this agreement.

The Parties also agree to seek, whenever possible, the support and logistical assistance of the relevant organisations, particularly regarding cooperation and the facilitation of joint development programmes.

The Parties will provide support and/or letters of invitation or affiliation to assist researchers participating in the programme with their visa applications.

The Parties shall ensure that the personnel for whom they are responsible have adequate insurance applicable in the host country for the duration of their stay.

Article 5: Intellectual Property

The institutions and/or laboratories shall remain the sole owners of the knowledge and results they possessed prior to the establishment of the collaboration or that they have developed independently.

In the event that a specific project results in intellectual property that may be protected and/or exploited, the co-ownership of the work carried out jointly will be defined in a specific agreement for each project.

Article 6 : Confidentiality

Each Party agrees not to publish or disclose, in any manner whatsoever, the scientific or technical information belonging to the other Party that it may become aware of in the course of the execution of this agreement, as long as such information has not entered the public domain.

The Parties undertake to use the documentation and information communicated to them by the other Party solely for the purposes of the collaboration outlined in this agreement, unless expressly authorised otherwise.

Article 7 : Data Protection (GDPR)

Each Party undertakes to comply with the obligations regarding the processing of personal data in accordance with the applicable regulations in its country of origin. Each Party is responsible for the processing of personal data collected under this agreement. In this capacity, it determines the purposes and means of the processing.

The processing of personal data carried out under this agreement is intended to facilitate mobility/cooperation projects between the Parties. The specific agreements for each cooperation project shall specify the list of personal data collected and exchanged between the Parties.

In order to protect the data of students, each Party commits to processing only the data strictly necessary for the purposes set out in this agreement. Such data will be processed lawfully, fairly, and transparently by each Party.

Each Party undertakes to ensure the confidentiality of the processed data and not to transfer it to third parties (or third countries) unless it has obtained the free, informed, specific, and unequivocal consent of the students and can provide proof of such consent.

It is the responsibility of each Party to inform the individuals concerned by the processing operations carried out under this agreement.

Each Party also commits to implementing appropriate technical and organisational measures to ensure the security of the transmitted data in order to prevent their loss, alteration, destruction, or to prevent unauthorized access to the information. The objective of these measures is to mitigate any undesirable processing of personal data. This implies that each Party must responsibly ensure that only the recipients involved in the processing, collection, handling, storage, or destruction of the data remain authorized agents to do so.

Regarding the data lifecycle, the collected data shall be retained by the Parties for as long as necessary to fulfil the missions and achieve the objectives, plus the retention period for appeals applicable in each country. In this case, for this agreement, the data shall be retained as long as necessary to meet the legal obligations of France and South Korea. Upon expiry of the legal retention period, the data shall be destroyed.

In the event of a data breach, the Parties undertake to notify the competent supervisory authority in their country and to inform the affected students (unless otherwise provided). The partner university shall be informed of any data breach as soon as possible, and no later than two weeks after becoming aware of the incident.

At ULHN, in the event of a data breach, the Data Protection Officer (DPO) may be contacted at the address dpo@univ-lehavre.fr.

At KGU, the data protection contact can be reached at kimsh3@kgu.ac.kr.

Each processing of personal data involving a transfer must be governed by the signing of standard contractual clauses between the Parties regarding the transfer of personal data to third countries under Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council arising from the implementing decision (EU) 2021/914 of the Commission of 4 June 2021.

Transfers of personal data must be carried out from a secure storage server such as *Renater File Sender*. The use of encryption for personal data is mandatory for the transfer of sensitive data as defined in Article 9 of the GDPR.

Article 8: Communication

The Parties agree to promote the results of their cooperation through various communication actions.

The use of registered trademarks and/or names representing one of the Parties is prohibited without the owner's consent.

Each Party may refer to the name of the other Party in communications relating to this partnership and may use the other Party's logo with their consent.

Article 9: Duration

This agreement shall come into effect on the date of the last signature by the contracting Parties. It is concluded for a duration of four (4) years, unless terminated by one of the Parties with six (6) months' notice, notified by registered letter with acknowledgment of receipt.

This agreement is renewable by explicit extension.

Article 10: Amendments

Amendments to the agreement may be considered to modify certain clauses, provided they do not substantially alter its content.

These amendments must be expressly accepted by the Parties and communicated in writing. The other Party must acknowledge receipt of the communication. If no response is provided within ninety (90) days from the acknowledgment of receipt, the request will be deemed rejected implicitly.

Article 11 : *Force majeure*

No Party shall be liable for any failure or delay in the performance of this agreement due to circumstances beyond its reasonable control, including, but not limited to, labour disputes, strikes, lockdowns, shortages, or inability to obtain labour, energy, raw materials, or supplies, war, riots, acts of terrorism, civil wars, natural disasters (including, but not limited to, fires, floods, earthquakes, or other natural disasters), or government actions (including, but not limited to, laws, regulations, decrees, or the refusal to grant visas or residence permits).

If either Party wishes to invoke force majeure, it must notify the other Party in writing within ten (10) working days of the date on which it became aware of the occurrence of the force majeure event. If a force majeure event prevents either Party from fulfilling its obligations for a period of thirty (30) days, either Party has the right to terminate the agreement by providing written notice to the other Party.

The provisions of this paragraph shall not apply to the payment of fees or any other payments due from either Party.

Article 12: Dispute Resolution

The Parties shall resolve any difficulties in interpreting this agreement in accordance with the applicable laws and regulations. In the event of difficulty in interpreting the provisions of this agreement or disagreement regarding its partial or total application, the Parties shall seek an amicable solution. After exhausting all avenues for reaching an amicable resolution, the resolution of any potential dispute shall fall within the jurisdiction of the competent legal authority in the country where the training takes place.

For any French national diploma, the French jurisdiction shall be competent, and French law shall apply. For any national diploma from South Korea, the jurisdiction of South Korea shall be competent, and the law of South Korea shall apply. Any dispute related to intellectual property shall be submitted for final resolution to arbitration in accordance with the Arbitration Rules of the World Intellectual Property Organization (WIPO).

Article 13: Drafting of the Agreement

The Parties declare their mutual agreement on the provisions of this agreement. This agreement is drafted in both French and English.

Each version shall be deemed authentic. It is signed in **four (4)** original copies, **two (2)** for each Party, and shall take effect from the date of the last signature.



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

Between

KOREA MARITIME & OCEAN UNIVERSITY (hereinafter “KMOU”),
having its registered office at 727 Taejong-ro, Yeongdo-gu, Busan, Republic of Korea;
represented by Professor Dongkeun RYOO, in his capacity as President,

And

UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE (hereinafter “ULHN”),
having its registered office at 25 rue Philippe Lebon BP 1123, 76063, Le Havre, FRANCE;
represented by Mr/Professor Pedro LAGES DOS SANTOS, in his capacity as President,

Hereinafter referred to individually as a “**Party**,” and collectively as the “**Parties**.”

Preamble

A text may freely be introduced referring to specific codes, decrees, or diplomatic agreements. The drafting of this text is unrestricted, provided that it does not contradict the twelve articles set out below.

It is hereby agreed as follows:

Article 1: Purpose of the Cooperation

The purpose of this Memorandum of Understanding (MoU) is to define the terms of cooperation between ULHN and KMOU.

This MoU applies to all academic disciplines shared by the Parties.

Specific implementation agreements under this MoU will detail the cooperation activities and the practical arrangements for their execution, including training programmes, mobility initiatives, and research priorities.

These agreements will also address administrative and financial matters, as well as the procedures for monitoring and evaluation.

Article 2: Terms of Cooperation

The two institutions agree to develop collaborations, particularly in the areas of training and research.

This MoU defines the general framework for the relationship between the Parties and the joint activities that may be carried out between them.

Each of these activities shall comply with the terms set out in Article 1. Therefore, the Parties will conclude as many specific agreements, hereinafter referred to as "Implementation Agreements," as necessary to cover the activities envisaged.

These activities include, but are not limited to:

- mobility of staff, students, and doctoral candidates;
- teaching staff assignments;
- establishment of joint training programmes and double degrees;
- joint supervision or co-supervision of theses;
- organisation of scientific events;
- joint research projects, particularly in response to calls for projects;
- joint publications;
- any other activity that the Parties may mutually agree to undertake.

The Parties agree to negotiate in good faith the terms of any subsequent agreement governing the modalities of their collaboration in the areas defined above.

Article 3: Implementation

Each Party shall maintain regular contact with the other, and the relevant services and components of the institutions involved shall be responsible for the implementation of the cooperation established under this MoU.

In accordance with Articles 1 and 2, collaborative projects or joint activities will be covered by a Implementation Agreement, jointly drafted and signed by the legal representatives of both institutions.

The Implementation Agreement shall specify the terms of the activity's implementation (including the objectives, budget, and responsible service) as well as the name(s) of the designated personnel responsible for coordinating the activity.

The activities may be subject to change depending on the availability of funding and the approval of the authorised representatives of each institution.

Article 4: Funding

In the event of necessity, the Parties commit to seeking the financial resources required for the implementation of this agreement.

The Parties also agree to seek, whenever possible, the support and logistical assistance of the relevant organisations, particularly regarding cooperation and the facilitation of joint development programmes.

The Parties will provide support and/or letters of invitation or affiliation to assist researchers participating in the programme with their visa applications.

The Parties shall ensure that the personnel for whom they are responsible have adequate insurance applicable in the host country for the duration of their stay.

Article 5: Intellectual Property

The institutions and/or laboratories shall remain the sole owners of the knowledge and results they possessed prior to the establishment of the collaboration or that they have developed independently.

In the event that a specific project results in intellectual property that may be protected and/or exploited, the co-ownership of the work carried out jointly will be defined in a specific agreement for each project.

Article 6 : Confidentiality

Each Party agrees not to publish or disclose, in any manner whatsoever, the scientific or technical information belonging to the other Party that it may become aware of in the course of the execution of this agreement, as long as such information has not entered the public domain.

The Parties undertake to use the documentation and information communicated to them by the other Party solely for the purposes of the collaboration outlined in this agreement, unless expressly authorised otherwise.

Article 7 : Data Protection (GDPR)

Each Party undertakes to comply with the obligations regarding the processing of personal data in accordance with the applicable regulations in its country of origin. Each Party is responsible for the processing of personal data collected under this agreement. In this capacity, it determines the purposes and means of the processing.

The processing of personal data carried out under this agreement is intended to facilitate mobility/cooperation projects between the Parties. The specific agreements for each cooperation project shall specify the list of personal data collected and exchanged between the Parties.

In order to protect the data of students, each Party commits to processing only the data strictly necessary for the purposes set out in this agreement. Such data will be processed lawfully, fairly, and transparently by each Party.

Each Party undertakes to ensure the confidentiality of the processed data and not to transfer it to third parties (or third countries) unless it has obtained the free, informed, specific, and unequivocal consent of the students and can provide proof of such consent.

It is the responsibility of each Party to inform the individuals concerned by the processing operations carried out under this agreement.

Each Party also commits to implementing appropriate technical and organisational measures to ensure the security of the transmitted data in order to prevent their loss, alteration, destruction, or to prevent unauthorized access to the information. The objective of these measures is to mitigate any undesirable processing of personal data. This implies that each Party must responsibly ensure that only the recipients involved in the processing, collection, handling, storage, or destruction of the data remain authorized agents to do so.

Regarding the data lifecycle, the collected data shall be retained by the Parties for as long as necessary to fulfil the missions and achieve the objectives, plus the retention period for appeals applicable in each country. In this case, for this agreement, the data shall be retained as long as necessary to meet the legal obligations of France and Republic of Korea. Upon expiry of the legal retention period, the data shall be destroyed.

In the event of a data breach, the Parties undertake to notify the competent supervisory authority in their country and to inform the affected students (unless otherwise provided). The partner university shall be informed of any data breach as soon as possible, and no later than two weeks after becoming aware of the incident.

At ULHN, in the event of a data breach, the Data Protection Officer (DPO) may be contacted at the address dpo@univ-lehavre.fr.

At KMOU, the data protection contact can be reached at cofa@kmou.ac.kr.

Each processing of personal data involving a transfer must be governed by the signing of standard contractual clauses between the Parties regarding the transfer of personal data to third countries under Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council arising from the implementing decision (EU) 2021/914 of the Commission of 4 June 2021.

Transfers of personal data must be carried out from a secure storage server such as *Renater File Sender*. The use of encryption for personal data is mandatory for the transfer of sensitive data as defined in Article 9 of the GDPR.

Article 8: Communication

The Parties agree to promote the results of their cooperation through various communication actions.

The use of registered trademarks and/or names representing one of the Parties is prohibited without the owner's consent.

Each Party may refer to the name of the other Party in communications relating to this partnership and may use the other Party's logo with their consent.

Article 9: Duration

This agreement shall come into effect on the date of the last signature by the contracting Parties. It is concluded for a duration of four (4) years, unless terminated by one of the Parties with six (6) months' notice, notified by registered letter with acknowledgment of receipt.

This agreement is renewable by explicit extension.

Article 10: Amendments

Amendments to the agreement may be considered to modify certain clauses, provided they do not substantially alter its content.

These amendments must be expressly accepted by the Parties and communicated in writing. The other Party must acknowledge receipt of the communication. If no response is provided within ninety (90) days from the acknowledgment of receipt, the request will be deemed rejected implicitly.

Article 11 : Force majeure

No Party shall be liable for any failure or delay in the performance of this agreement due to circumstances beyond its reasonable control, including, but not limited to, labour disputes, strikes, lockdowns, shortages, or inability to obtain labour, energy, raw materials, or supplies, war, riots, acts of terrorism, civil wars, natural disasters (including, but not limited to, fires, floods, earthquakes, or other natural disasters), or government actions (including, but not limited to, laws, regulations, decrees, or the refusal to grant visas or residence permits).

If either Party wishes to invoke force majeure, it must notify the other Party in writing within ten (10) working days of the date on which it became aware of the occurrence of the force majeure event. If a force majeure event prevents either Party from fulfilling its obligations for a period of thirty (30) days, either Party has the right to terminate the agreement by providing written notice to the other Party.

The provisions of this paragraph shall not apply to the payment of fees or any other payments due from either Party.

Article 12: Dispute Resolution

The Parties shall resolve any difficulties in interpreting this agreement in accordance with the applicable laws and regulations. In the event of difficulty in interpreting the provisions of this agreement or disagreement regarding its partial or total application, the Parties shall seek an amicable solution. After exhausting all avenues for reaching an amicable resolution, the resolution of any potential dispute shall fall within the jurisdiction of the competent legal authority in the country where the training takes place.

For any French national diploma, the French jurisdiction shall be competent, and French law shall apply. For any national diploma from Republic of Korea, the jurisdiction of Republic of Korea shall be competent, and the law of Republic of Korea shall apply. Any dispute related to intellectual property shall be submitted for final resolution to arbitration in accordance with the Arbitration Rules of the World Intellectual Property Organization (WIPO).

Article 13: Drafting of the Agreement

The Parties declare their mutual agreement on the provisions of this agreement. This agreement is drafted in both French and English.

Each version shall be deemed authentic. It is signed in **four (4)** original copies, **two (2)** for each Party, and shall take effect from the date of the last signature.

Signed for and on behalf of
Korea Maritime & Ocean University
by its legal representative :

Professor Dongkeun RYOO
President

Executed at Busan
Date: 6 January 2026

Signed for and on behalf of
Université Le Havre Normandie
by its legal representative :

Professor Pedro LAGES DOS SANTOS
President

Executed at Le Havre
Date:



IMPLEMENTATION AGREEMENT N°1 TO THE MEMORANDUM OF UNDERSTANDING FOR A STUDENT EXCHANGE PROGRAMME

Between

UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE (hereinafter “ULHN”),
having its registered office at 25 rue Philippe Lebon BP 1123, 76063, Le Havre, FRANCE;
represented by Professor Pedro LAGES DOS SANTOS, in his capacity as President,

And

KYONGGI UNIVERSITY (hereinafter “KGU”),
having its registered office at 154-42 Gwanggyosan-Ro, Yeongtong-Gu, Suwon-Si, Gyeonggi-
Do, SOUTH KOREA;
represented by Mr/Professor Younkou LEE, in his capacity as President,

Hereinafter referred to individually as a “**Party**,” and collectively as the “**Parties**.”

It is hereby agreed as follows:

Article 1: Purpose of the Implementation Agreement

Within the framework of a partnership strategy defined between ULHN and KGU, it has been agreed to develop student mobility, both incoming and outgoing, depending on their respective academic calendars.

Article 2: Duration of the exchanges

The Parties agree to set up a student exchange programme for a maximum of one semester or one academic year, preferably for an equal number of students.

- KGU will accept ULHN students for a semester or academic year from September and/or March (to be adapted).
- ULHN will accept KGU students for a semester or academic year from September and/or January (to be adapted).

The exact dates of the exchanges will be set after mutual discussion between the two Parties, in order to respect the academic requirements of each institution.

Article 3: Student mobility flows and balance in student numbers

Each academic year, ULHN and KGU agree to accept up to **two (2)** students from the partner institution, for either one semester or a full academic year.

The exact number of students may be defined annually by mutual agreement, according to each institution's capacity and pedagogical objectives.

Student exchanges will be based on the principle of reciprocity, wherever possible. The Parties undertake to discuss any necessary adjustments. Such adjustments may take the form of a rebalancing of quotas for following years, in order to maintain overall equivalence over the duration of the agreement.

Article 4: Field(s) of Study and relevant faculty(ies)/department(s)/unit(s)

The fields of study concerned are as follows:

- To be defined

The faculty(ies)/department(s)/unit(s) concerned are:

- For ULHN:
 - Faculty International Affairs
- For KGU:
 - Office of International Affairs

Article 5: Level(s) of Education

ULHN and KGU agree to organise student exchanges at the following levels of study:

- For ULHN students:
 - Bachelor: 3rd year
 - Master: 1st or 2nd year
- For KGU students:
 - Bachelor: 2nd year
 - Master: N/A

Article 6: Language requirements

In order to facilitate the integration of exchange students, a satisfactory level of language proficiency is required.

The minimum requirement for ULHN students is an upper intermediate level in English, corresponding to a B2 level.

For students from KGU wishing to take French language courses, the minimum level in French is an upper intermediate level, corresponding to TCF/TEF 4 or DELF B2. For English language courses, an upper intermediate level in English, corresponding to a B2 level, is recommended.

Each Party undertakes to provide proof of language proficiency when sending the files of students selected for the exchange programme.

Article 7: Registration and selection

For the purposes of this agreement, the “sending institution” refers to the student's home institution, and the “host institution” refers to the institution where the student will study.

Students covered by this agreement register and pay their tuition fees at their home institution, without being required to pay any new fees at the host institution. As such, they benefit from the status of “international exchange student”.

The host institution undertakes under no circumstances to award a diploma of any kind to students hosted under this agreement. Consequently, all students will remain registered as regular degree candidates at the sending institution and will not be registered as degree seeking candidates at the host institution.

To take part in an exchange, the student must be nominated and selected by his or her sending institution. It is the student's responsibility to make the necessary arrangements with his or her sending institution, which will forward the application to the host institution.

The student must submit a study plan approved in advance by both institutions. This plan, set out in a learning agreement, must be signed by the student, an academic advisor from the sending institution and an academic advisor from the host institution.

Article 8: Coordination

Each Party will designate an academic advisor from among faculty members, as well as a contact person responsible for administrative matters. These people will be the designated contacts for ULHN and KGU students participating to the student exchange.

Article 9: Academic recognition

In order to implement the provisions relating to student exchanges, the sending institution must ensure that the period of study spent at the host institution is fully recognised for the purposes of the diplomas it awards. Each institution undertakes to provide the sending institution with a list of the academic results obtained by each student.

Article 10: Funding, insurance and social cover during the stay

Students are responsible for their own accommodation, subsistence and transport costs. It is the student's responsibility to take out civil liability insurance, as well as supplementary health and repatriation insurance.

Students must take the necessary steps to ensure that they meet all the requirements for obtaining the various permits needed to enter the host country and stay there legally.

- For students at ULHN:

They must be attached to the general French social security system. To do so, they must register for social security free of charge on the official website “Assurance Maladie (ameli)”.

It is strongly recommended that they take out supplementary health insurance with an insurance company in their country of origin, or with a French mutual insurance company once they have arrived in France.

- For students hosted at KGU:

Every foreign student staying in Korea is automatically signed up for the Korean National Health Insurance by the requirement of the Ministry of Health and Welfare. Even if they already have another international student insurance or health insurance, they will be compulsorily subscribed to the Korean national health insurance.

Article 11: Duration and termination

The agreement comes into force on the date of the last signature of the Parties and will terminate at the end of the Memorandum of Understanding (MoU) signed between the Parties.

Each Party reserves the right to terminate the agreement by giving written notice ninety (90) days prior to the end of the agreement. The other Party must acknowledge receipt of such notice. In this case, the provisions of the agreement shall continue to apply until the end of the activities undertaken, unless otherwise specified in writing.

Article 12: Amendments

Amendments to the Implementation Agreement may be considered in order to modify certain clauses, without however substantially altering its content.

Such amendments must be expressly accepted by the Parties and sent in writing. The other party must acknowledge receipt. Implicit rejection of the request will be deemed to have occurred if no feedback has been received within ninety (90) days of receipt of an acknowledgement of reading.

Article 13: Entire agreement

The present Implementation Agreement has been made pursuant to the MoU signed between the Parties on/...../..... .

Consequently, the stipulations relating to confidentiality, intellectual property, personal data protection, dispute resolution, force majeure and the drafting of the agreement, as set out in the MoU, apply to the present Implementation Agreement.

In the event of any inconsistency between the present Implementation Agreement and the MoU, the rules of the MoU shall prevail over the Implementation Agreement.

Article 14: Drafting of the agreement

The Parties declare their mutual agreement on the provisions of this agreement. This agreement is drafted in French and English.

Each version shall be deemed authentic. It is signed in **four (4)** original copies, **two (2)** for each Party, and shall take effect from the date of the last signature.



**CONVENTION D'APPLICATION N°1 À L'ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION,
RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UN ÉCHANGE ÉTUDIANT**

Entre

UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE (ci-après « ULHN »),
ayant son siège au 25 rue Philippe Lebon BP 1123, 76063, Le Havre, FRANCE ;
représentée par Professeur Pedro LAGES DOS SANTOS, en sa qualité de Président,

Et

UNIVERSITÉ KYONGGI (ci-après « KGU »),
ayant son siège au 154-42 Gwanggyosan-Ro, Yeongtong-Gu, Suwon-Si, Gyeonggi-Do, SOUTH
KOREA;
représentée par Professeur Younkou LEE en qualité de Président,

Ci-après dénommées individuellement « **Partie** », et conjointement « **Parties** ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention d'application

Dans le cadre d'une stratégie partenariale définie entre l'ULHN et KGU, il est convenu de développer la mobilité étudiante de formation, à la fois entrante et sortante.

Article 2 : Durée des échanges

Les Parties conviennent de mettre en place des échanges étudiants pour une durée d'un semestre ou d'une année universitaire, en fonction des calendriers académiques respectifs.

- KGU acceptera les étudiants de l'ULHN pour un semestre ou une année universitaire à partir de septembre et/ou mars (à adapter).
- L'ULHN acceptera les étudiants de KGU pour un semestre ou une année à partir de septembre et/ou janvier (à adapter).

Les dates précises des échanges seront fixées après concertation entre les deux Parties, afin de respecter les contraintes académiques de chaque établissement.

Article 3 : Flux de mobilités et réciprocité

Chaque année académique, l'ULHN et KGU s'engagent à accepter respectivement jusqu'à **deux (2)** étudiants de l'établissement partenaire, pour une durée soit d'un semestre, soit d'une année académique entière.

Le nombre exact d'étudiants pourra être défini annuellement par concertation mutuelle, en fonction des capacités d'accueil et des priorités pédagogiques de chaque établissement.

Les échanges d'étudiants seront basés sur un principe de réciprocité, dans la mesure du possible. Les Parties s'engagent à discuter des ajustements nécessaires. Ces ajustements pourront prendre la forme d'un rééquilibrage des contingents pour les années suivantes, afin de maintenir une égalité globale sur la durée de l'accord.

Article 4 : Champs disciplinaires et composantes concernées

Les champs disciplinaires concernés sont les suivants :

- À définir

Les faculté(s)/département(s)/unité(s) concerné(s) sont :

- Pour l'ULHN :
 - Faculté des Affaires Internationales
- Pour KGU :
 - Service des Relations Internationales

Article 5 : Niveaux d'études

L'ULHN et KGU conviennent d'organiser des échanges d'étudiants aux niveaux d'études suivants :

- pour les étudiants de l'ULHN au niveau :
 - Licence (3^e année)
 - Master (1^{re} ou 2^{de} année)
- pour les étudiants de KGU au niveau :
 - Licence (2^{de} année)
 - Master (Sans objet)

Article 6 : Exigences linguistiques

Afin de favoriser l'intégration des étudiants participant à un programme d'échange, un niveau de langue satisfaisant est exigé.

L'exigence minimale pour les étudiants de l'ULHN est un niveau intermédiaire supérieur en anglais, correspondant à un niveau B2.

Pour les étudiants de KGU souhaitant suivre des cours en langue française, le niveau minimal en français est un niveau intermédiaire supérieur, correspondant à un niveau TCF/TEF 4 ou à un DELF B2. Pour les cours en langue anglaise, un niveau intermédiaire supérieur en anglais, correspondant à un niveau B2, est conseillé.

Chaque Partie s'engage à fournir une preuve de compétence linguistique lors de l'envoi des dossiers des étudiants sélectionnés dans le cadre du programme d'échange.

Article 7 : Inscription et sélection

Aux fins de la présente convention, « l'établissement d'envoi » désigne l'établissement d'origine de l'étudiant, et « l'établissement d'accueil » désigne l'établissement dans lequel l'étudiant effectuera son séjour d'études.

Les étudiants sous couvert de cette convention s'inscrivent et acquittent leurs droits d'inscription dans leur établissement d'origine, sans être tenus de régler de nouveaux frais dans l'établissement d'accueil. A ce titre, ils bénéficient du statut « d'étudiant international en séjour d'échange ».

L'établissement d'accueil s'engage à ne délivrer en aucun cas un diplôme de quelque nature que ce soit aux étudiants accueillis dans le cadre du présent accord. Par conséquent, tous les étudiants resteront inscrits en tant que candidats réguliers aux diplômes de l'établissement d'envoi et ne seront pas enregistrés comme étudiants candidats aux diplômes de l'établissement d'accueil.

Pour participer à l'échange, l'étudiant doit être désigné et sélectionné par son établissement d'envoi. Il incombe à l'étudiant d'effectuer les démarches nécessaires auprès de son établissement d'envoi, qui se chargera de transmettre la candidature à l'établissement d'accueil.

L'étudiant doit soumettre un projet pédagogique préalablement approuvé par les deux établissements. Ce projet, consigné dans un contrat pédagogique, doit être signé par l'étudiant, un référent pédagogique de l'établissement d'envoi et un référent pédagogique de l'établissement d'accueil.

Article 8 : Coordination

Chaque Partie désignera un référent pédagogique parmi ses enseignants-chercheurs, ainsi qu'une personne de contact responsable des questions administratives. Ces personnes seront les interlocuteurs désignés pour les étudiants de l'ULHN et KGU en mobilité.

Article 9 : Reconnaissance académique

Pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'échange d'étudiants, l'établissement d'envoi s'assure que la période d'études effectuée dans l'établissement d'accueil est pleinement reconnue pour les diplômes qu'il délivre. L'établissement d'accueil s'engage à fournir à l'établissement d'envoi un relevé des résultats académiques obtenus par chaque étudiant.

Article 10 : Financements, assurance et couverture sociale pendant la durée d'accueil

Les frais inhérents à l'hébergement, au séjour et au transport sont à la charge des étudiants. Il incombe à l'étudiant de souscrire une assurance en responsabilité civile, une assurance complémentaire en maladie et rapatriement.

L'étudiant devra entreprendre les démarches nécessaires afin d'assurer qu'il réponde à toutes les conditions requises pour l'obtention des divers permis pour accéder au pays d'accueil et y séjourner légalement.

▪ Pour les étudiants accueillis à l'ULHN :

Ils doivent obligatoirement être rattachés au régime général de sécurité sociale français. Pour cela ils doivent s'affilier à la sécurité sociale en s'inscrivant gratuitement sur le site de l'Assurance Maladie (ameli).

Il leur est fortement recommandé de souscrire une assurance complémentaire santé auprès d'une compagnie d'assurance de leur pays d'origine ou auprès d'une mutuelle française après leur arrivée en France.

▪ **Pour les étudiants accueillis à KGU :**

Tout étudiant étranger séjournant en Corée est automatiquement inscrit à l'assurance nationale de santé coréenne conformément aux exigences du Ministère de la Santé et du Bien-être.

Même s'il dispose déjà d'une autre assurance pour étudiants internationaux ou d'une assurance santé, il sera obligatoirement affilié à l'assurance nationale de santé coréenne.

Article 11 : Durée et résiliation

La convention entre en vigueur à la date de la dernière signature des Parties et prendra fin au terme de l'accord-cadre signé entre les Parties.

Chaque Partie se réserve le droit de mettre fin à la convention par l'envoi d'un écrit avec un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours avant la fin de la convention. L'autre Partie doit en accuser réception. Dans ce cas, les dispositions de l'accord continuent à s'appliquer jusqu'à la fin du déroulement des activités engagées sauf mention contraire par écrit.

Article 12 : Avenants

Des avenants à la convention d'application peuvent être envisagés afin de modifier certaines clauses sans toutefois modifier substantiellement son contenu.

Ces avenants doivent être acceptés expressément par les Parties et transmis par écrit. L'autre Partie doit en accuser la lecture. Le rejet implicite de la demande sera retenu si aucun retour n'a été formulé dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception d'un accusé de lecture.

Article 13 : Intégralité de la convention

La présente convention d'application a été prise en application de l'accord-cadre signé entre les Parties, le/...../..... .

Par conséquent, les stipulations relatives à la confidentialité, à la propriété intellectuelle, à la protection des données personnelles, au règlement des différends, à la force majeure, ainsi qu'à la rédaction de la convention, telles qu'énoncées dans l'accord-cadre, s'appliquent à la présente convention d'application.

En cas de contradiction entre la présente convention d'application et l'accord-cadre, les règles de l'accord-cadre prévaudront sur la présente convention.

Article 14 : Rédaction de la convention

Les Parties déclarent leur commun accord sur les dispositions de cette convention. Cet accord est rédigé en français et en anglais.

Chaque version faisant foi. Il est signé en **quatre (4)** exemplaires originaux, **deux (2)** pour chaque Partie, et prend effet à partir de la date de la dernière signature.

Signé pour et au nom de UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE par son représentant légal :	Signé pour et au nom de UNIVERSITÉ KYONGGI par son représentant légal :
Professeur Pedro LAGES DOS SANTOS Président	Professeur Younkou LEE Président
Fait au Havre	Fait à Suwon
Date :	Date :